



Conseil de  
Développement

Pays de Lorient

# RAPPORT D'ACTIVITÉ CDPL 2018





# Sommaire



Préambule	
I : Les chiffres clefs 2018	p.5
Typologie des membres du CDPL	p.6
II. La stratégie	p.7
III. Les faits importants	p.8
IV : Les travaux	
1. Les groupes de travail	p.9
A. Aménagement du territoire	p.9
B. Économie verte	p.10
C. Agriculture et alimentation	p.12
D. Démocratie et citoyenneté	p.13
E. Mobilité et accessibilité	p.14
F. Maritimité	p.15
G. Culture	p.16
H. Innovation sociale et numérique	p.17
I. Comité unique de programmation	p.18
2. Les groupes territoriaux	
A. Groix	p.19
B. Ria-Blavet	p.19
3. Participation aux actions territoriales	
A. Emploi et formation	p.20
B. Marketing territorial	p.20
C. Conseil agricole et alimentaire	p.20
D. Plan Climat Air Énergie Territorial	p.21
E. Le Schéma numérique	p.21
F. Réseau des conseils de développement bretons	p.22
V. Le comité unique de programmation et comité Leader	p.23
VI : La communication	
A. Les outils	p.24
B. Les événements	p.25
C. Les publications	p.26
VII. Les temps forts de la vie institutionnelle	
B. Le comité de liaison avec les élus	p.27
C. Les instances	p.27
VIII. Les orientations 2019	p.29
VII. Le bilan financier	p.30
Annexe : liste des membres	p.31

## PRÉAMBULE

Parmi les 21 pays bretons, le pays de Lorient existe depuis 2002. Depuis cette année, il comprend trois intercommunalités : Quimperlé Communauté, Lorient Agglomération et la Communauté de Communes Bellevue Blavet Océan, comptant en tout 46 communes et pratiquement 290 000 habitants sur 1 500 km<sup>2</sup>. Le Conseil de Développement du Pays de Lorient a connu une première étape de sa vie sans existence juridique propre, dans le giron de l'Agence d'Urbanisme et de Développement Économique "du Pays de Lorient "Audelor". En 2015 il a franchi une étape importante en se structurant en association à part entière, autonome et dotée de moyens de fonctionnement autonomes dont l'emploi d'une chargée de mission. L'année 2018 constitue, en intégrant Quimperlé Communauté, la phase de développement et d'ajustement de sa structuration.

Conformément à ses statuts et à son règlement intérieur, l'association se réunit en assemblée générale composée de l'ensemble de ses membres, répartis en quatre collèges composés comme suit :

- Citoyens
- Associations
- Entreprises et partenaires sociaux
- Organismes publics et parapublics

Elle est dotée d'un conseil d'administration de 25 membres maximum, élus parmi les adhérents et représentants des quatre collèges.

Le conseil administration confie la bonne marche de l'association et l'exécution de ses décisions à un bureau composé de six membres élus parmi les administrateurs. Ceux-ci ont veillé à la composition paritaire (trois hommes trois femmes) du bureau dont les membres sont également issus des quatre collèges :

- un président, deux vices-présidents – collège citoyens
- un vice-président – collège entreprises
- une trésorière – collège entreprises et partenaires sociaux
- une secrétaire – collège associations

## I. LES CHIFFRES CLEFS 2018



## Les membres du CDPL

En 2018, Le CDPL comptabilise 98 adhérents représentés (structures ou citoyens) par 108 personnes engagées dans les actions. Ils se regroupent en plusieurs collèges :

- Entreprises et partenaires sociaux : 11
- associations : 24
- Organisme public et parapublics : 11
- Citoyens : 52

Selon les termes de la loi NOTRe, les adhérents sont issus des milieux :

- Economiques : 27
- Environnementaux : 8
- Sociaux\* : 48
- Culturels : 7
- Educatifs : 4
- Scientifiques : 4

Liste complète en annexe

\* Les membres qui ont adhéré en leur nom propre dans le collège citoyen ont été pour la grande majorité comptabilisés dans le milieu "sociaux".



**68 hommes**  
**40 femmes**

**+ de 50 ans : 59**  
**- de 50 ans : 49 dont 5 de moins de 30 ans**

**Il est à noter que :**

- malgré un effort important du CDPL, les chiffres sur la répartition femme/homme, sur les jeunes et sur la représentativité territoriale ne sont pas encore suffisamment satisfaisants ;
- les adhérents du collège citoyen, dont beaucoup sont des personnes qualifiées, représente 54% des membres.



Répartition géographique des membres

## II. LA STRATEGIE

Le conseil de développement s'est fixé comme objet social d'être « un espace de réflexion, de proposition et de contribution aux politiques publiques mises en œuvre sur le pays de Lorient par une participation aux processus de décision et une capacité à organiser du débat public ». Pour cela il a défini une stratégie caractérisée par la définition:

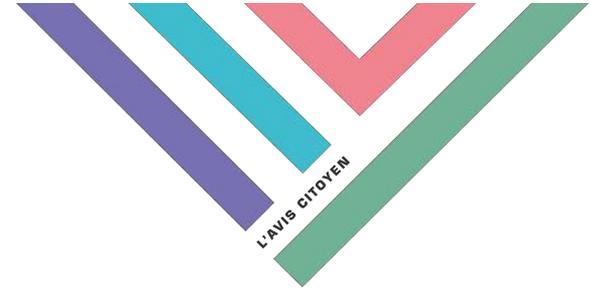
- d'une bannière : « L'AVIS CITOYEN »
- de cibles : les collectivités territoriales (élus des trois intercommunalités et de la Région) ; la société civile avec des citoyens et les acteurs du territoire représentant les milieux économiques, sociaux, culturels, éducatifs, scientifiques et environnementaux et les membres de l'association elle-même.
- d'une mission : être un lieu d'échanges et de concertation entre les acteurs du territoire ; éclairer les choix de développement du territoire en réalisant des avis et informer, mobiliser la population et les acteurs locaux sur les enjeux du développement local.
- d'une vocation : faciliter le dialogue entre les élus et la société civile. Etre un espace de réflexion et de proposition d'orientations nouvelles et d'actions.
- d'une ambition : intégrer l'avis de la société civile dans la gouvernance locale ce qui implique d'être représentatif du territoire, porteur d'idées nouvelles et reconnu par les élus. Pour cela, il est impératif de faciliter l'expression des citoyens et leur donner l'envie de participer à la démarche.
- de valeurs démocratiques, de valeurs éthiques et de valeurs culturelles. Le CDPL est garant de sa neutralité politique et de sa mission d'intérêt général.

*Nota :*

*Conformément à la loi NOTRe, le CDPL a été consulté en 2018, par les trois inter communautés et, plus particulièrement, par Lorient Agglomération qui lui a transmis les documents s'inscrivant dans cette démarche (SCOT, PLH, PCAET...).*

***Afin que les bénévoles du CDPL puissent, avec satisfaction, remplir complètement leurs rôles, le CDPL demande que, lors des saisines :***

- ***le délai de réponse soit suffisamment important (nécessité d'anticiper) .***
- ***l'avis du Conseil de Développement soit suivi d'une réponse écrite associée à une évaluation de sa mise en œuvre***



### III. LES FAITS IMPORTANTS

L'année 2018 se caractérise par :

- L'intégration de Quimperlé communauté dans le périmètre d'actions du CDPL :

Cette intégration est, pour le CDPL, une opportunité car elle permet d'associer au Pays de Lorient un territoire de projet. Cette opportunité a aussi créé, pour nous, une certaine difficulté car notre fonctionnement, basé sur l'implication de bénévoles, exige d'avoir des contributeurs bénévoles issus de cette partie de territoire. Malgré notre volonté d'intégrer ce territoire dans nos instances décisionnelles (bureau et Conseil d'administration) et l'adhésion de 12 membres « Quimperlé Communauté » nous n'avons pas encore réussi à attirer dans nos groupes de travail suffisamment de bénévoles contributeurs. Il est à noter que ce problème se retrouve aussi sur les territoires ruraux de l'ancien Pays de Lorient.

Aussi, afin d'améliorer cette situation de représentation territoriale, le CDPL a décidé d'expérimenter les groupes territoriaux.

- La création des groupes territoriaux :

La volonté du CDPL d'être au plus proche des citoyens et des territoires, l'a amené à mettre en place, sous forme expérimentale, deux groupes territoriaux (GROIX et RIA-BLAVET). L'objectif est :

- que chaque territoire et leur diversité soient représentés
- de permettre à chaque citoyen de s'exprimer sans la contrainte des déplacements
- et d'être un relai des problématiques spécifiques

Ces groupes ainsi constitués participeront, dans le cadre des compétences de l'inter-communauté à laquelle ils y sont associés, aux travaux du CDPL et plus globalement contribueront aux avis.

- L'organisation de quatre évènements marquants:

- Le Grand Huit
- La conférence de l'Économie verte sur "Notre eau en questions"
- Le Numérique : danger ou opportunité ?
- Le débat sur la représentation des citoyens

- Une participations active aux actions Breizh COP du réseau des Conseils de Développement Bretons

Le réseau des Conseils de développement, avec une forte implication du CDPL, a organisé en 2018 quatre temps forts « Breiz Cop » :

- à Carhaix sur le thème : « Les mobilités dans les territoires bretons, une approche citoyenne et collective » ;
- à Lorient sur le thème : « Les transitions dans les territoires bretons, une approche citoyenne et collective » ;
- à Auray (avec retransmission en direct sur You Tube) sur « Les îles : terres d'expérimentation » ou comment les îles peuvent devenir source d'inspiration pour porter les défis de cohérence et d'équité entre les territoires.
- à Brest : « Les assises citoyennes de la mer »

## IV. LES TRAVAUX

### 1. LES GROUPES DE TRAVAIL

#### A. Aménagement du territoire

Suite à la saisine officielle du CDPL par Lorient Agglomération, le groupe de travail « aménagement du territoire » s'est emparé du sujet concernant le développement des centres bourgs et centre villes du territoire.

Dans un premier temps les membres du groupe ont auditionné divers représentants d'organismes susceptibles d'apporter leur éclairage sur le sujet tel qu'il se pose, à savoir la CCIM, la CMA, Audelor et le syndicat mixte du SCOT.

Lors d'une conférence, l'expertise de David Lestoux a permis d'exposer la problématique et d'entendre ses réponses au questionnement des auditeurs.

Sans vouloir se positionner en qualité d'expert, ce qu'ils ne sont pas et ne prétendent pas être, les membres du groupe de travail ont décidé de recueillir la parole des citoyens en différents points du territoire, à travers des ateliers participatifs ou à l'occasion d'événements particuliers.

Une mise au point de la méthodologie à adopter a été élaborée comme suit :

- présentation de la question de la centralité,
- éventuellement prise de parole par un élu du secteur concerné,
- invitation des participants à un débat pour faire émerger la

parole sur les questions des contraintes, des désirs ou libertés souhaitées et sur le regard des habitants sur l'implication citoyenne.

Pour cela, et avec l'aide du département aménagement et urbanisme des territoires littoraux (AUTELI) de l'UBS, il a été décidé de recruter un étudiant stagiaire en Master 2 afin de mettre au point les questionnaires à destination de la population, le choix des cibles et des territoires objets de l'étude.

Sur la base des éléments recueillis, des ateliers se tiendront dans le courant du 1<sup>er</sup> semestre 2019 en vue de la production d'un avis en réponse à la saisine de Lorient Agglomération, en août prochain.



## B. Économie Verte

Le Conseil de développement a été convié à suivre les travaux d'élaboration du Plan Climat Air Energie territorial PCAET. Ce « plan climat » est un document institutionnel, à portée juridique, qui prend la suite d'un précédent Plan Energie Territorial PCET. Il devrait être présenté en Conseil communautaire du 18 décembre 2018. Ensuite, le préfet devra le valider avant qu'une enquête publique ne soit lancée. Depuis la loi NOTRe, le Conseil de développement doit émettre un avis sur le document avant qu'il soit définitivement adopté en Conseil communautaire. Lorient Agglomération est allée au-delà de la démarche légale en constituant un comité de pilotage composé de 50% d'élus et de 50% de représentants de la société civile. Le Conseil de développement a ainsi désigné cinq co-pilotes pour participer à ce comité.

Nous avons suivi un peu plus d'une dizaine de réunions de mars 2017 à juin 2018. Toutes ont été enrichissantes grâce au travail de l'élue en charge de ce dossier et des services de l'agglomération.

Cependant, comme c'était la première fois pour les uns et pour les autres qu'une telle collaboration se mettait en place, cela a pu causer quelques malentendus et frustrations. Par exemple, certaines réunions au cours desquelles nous pensions pouvoir discuter étaient en fait en bonne partie prise par des exposés, fort intéressants et nécessaires, mais qui occupaient beaucoup de temps.

Nous avons eu une discussion sur le rôle précis du comité de pilotage : co-construction ou simple validation des propositions ? Nous souhaitons davantage de co-construction, ce qui a été bien noté. Il a été décidé que nous pouvions formuler des propositions. Nous en avons fait cinq :

- sur la reprise du projet de « cheval territorial »,
- sur le développement d'îlots de fraîcheur en ville,
- sur un projet d'association de propriétaires s'unissant pour isoler ensemble leurs bâtiments,
- sur l'utilisation du biogaz et du GNV par les véhicules de transports collectifs et notamment les bus,



- sur la prise en compte de la responsabilité sociale et environnementale des compagnies aériennes et navales de tourisme subventionnées par l'agglomération.

Parallèlement, nous avons rédigé un avis en collaboration avec le groupe de travail Maritimité, sur le rôle des ports de Lorient sur l'atténuation du changement climatique (cf p.16).

Nous regrettons de n'avoir pas su ou pu vraiment discuter de ces propositions avec les élus, pour des raisons diverses, dont une importante : plusieurs élus sont concernés par chaque sujet. Chaque élu suit sa propre feuille de route, son échéancier, son budget. Certaines de nos propositions figurent déjà dans des projets futurs, même si ce n'est pas exactement sous la même forme. Par ailleurs, il est difficile de faire entrer des projets dans les cadres juridiquement et budgétairement contraints.

Pour que nous puissions mieux trouver notre place dans ces échanges une réunion préalable aurait été bien venue pour bien définir les rôles de chacun, élus, services, société civile. Elle aurait permis à chacun de savoir où il allait et d'éviter des frustrations.

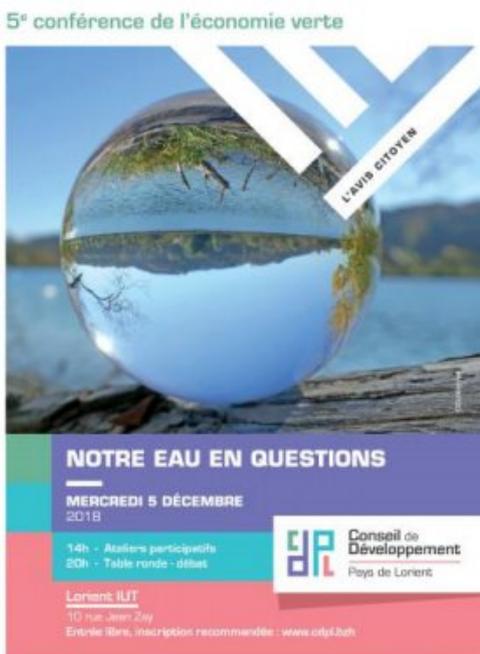
Il reste que les questions que nous avons posées ont toujours eu un retour, qu'elles ont alimenté la réflexion, que nous avons apprécié le travail énorme fourni par les services de l'agglomération. Nous espérons donc que cette première expérience servira de leçon pour le futur.



## 5<sup>ème</sup> conférence annuelle de l'Économie Verte : Notre eau en questions

Après une animation autour du jeu strategiez Breizh Cop, il a été décidé d'organiser notre cinquième conférence économie verte le 5 décembre autour des problématiques de l'eau : « Notre eau en questions, vers un projet de territoire ».

Le groupe de projet constitué d'une dizaine de membres, et après plusieurs réunions, a proposé que cette conférence puisse être un élément contributif à la Breizh Cop avec l'organisation de trois ateliers (Ressources en eau, Eau et santé et Eau et développement économique) ainsi qu'une table ronde composée d'experts.



**NOTRE EAU EN QUESTIONS**

**Vers un projet de territoire ?**

*Encore l'eau ? De quelles eaux parlons-nous ? Quels sont les lois et les règlements qui les régissent ? Qui les surveille, qui les gère ? Pouvons-nous définir exactement quel est notre « territoire de subsistance » en eau ? Connaissons-nous ses difficultés actuelles ?... Et demain, avec l'évolution du climat et l'augmentation de la population sur notre littoral ?*

Nous le savons, c'est la vie même qui dépend de la quantité et de la qualité de nos eaux. Et c'est aussi à nous, citoyens, dès maintenant, et ici même, d'assurer l'une et l'autre. Travaillons ensemble à repérer nos fragilités, aux moyens de préserver notre ressource et notre santé, et de réguler à la fois notre consommation d'eau et le développement économique de notre territoire.

**En après-midi**  
**Vos attentes, vos questions, vos propositions...**

**14h30**  
**Accueil des participants**

**15h00**  
**Ouverture**  
 Par Jean Verger, président du Conseil de développement du pays de Lorient et Roger Thomas, vice-président de Lorient Agglomération en charge de l'eau

**16h30**  
**Présentation scientifique sur l'eau et tous ses aspects**  
 Par Françoise Jehanno, directrice d'Eau du Morbihan

**Ateliers participatifs en présence d'experts :**  
 Les participants pourront participer à deux ateliers au choix.

- **La Ressource en eau**  
 Avec Sandrine Delormeau, directrice du service Eau et Assainissement de Lorient Agglomération
- **L'eau et la santé**  
 Avec Lilian Le Goff, médecin - environnementaliste
- **Eau et développement économique**  
 Avec Laurent Thébaud, directeur du syndicat mixte de la Riv d'El

**17h30**  
**Synthèse des ateliers**

**18h30**  
**Table ronde - Débat**  
 Quelles solutions d'avenir pour préserver les eaux ?

**Avec** comme grand témoin, Philippe Méber, ancien directeur de recherche à Agroparcus Breizh, INRA ouest

- et Thierry Barlet, vice-président à la Région Bretagne en charge de l'environnement
- Jean-Claude Pierre, fondateur d'Eau et Rivière de Bretagne,
- Daniel Le Bras, président du Schéma d'aménagement et de gestion de l'eau - SAGE, IZM-Laura-Isle,
- Lilian Le Goff, médecin environnementaliste,
- Françoise Jehanno, directrice d'Eau du Morbihan.

Encore l'eau ? De quelles eaux parlons-nous ? Quels sont les lois et les règlements qui les régissent ? Qui les surveille, qui les gère ? Pouvons-nous définir exactement quel est notre « territoire de subsistance » en eau ? Connaissons-nous ses difficultés actuelles ?... Et demain, avec l'évolution du climat et l'augmentation de la population sur notre littoral ?

Nous le savons, c'est la vie même qui dépend de la quantité et de la qualité de nos eaux. Et c'est aussi à nous, citoyens, dès maintenant, et ici même, d'assurer l'une et l'autre. Travaillons ensemble à repérer nos fragilités, aux moyens de préserver notre ressource et notre santé, et de réguler à la fois notre consommation d'eau et le développement économique de notre territoire.

Et c'est aussi à nous, citoyens, dès maintenant, et ici même, d'assurer l'un et l'autre. L'objectif des ateliers et de la table ronde était de travailler ensemble (particuliers, collectivités, institutions, associations, et entreprises) à repérer nos fragilités, aux moyens de préserver notre ressource, notre santé, et notre consommation d'eau.

*Les résultats des contributions et la synthèse de la table-ronde sont en cours d'élaboration. Ils seront diffusés dès leur publication.*

## C. Alimentation et Agriculture

Objectif : Accélérer la dynamique de transition du territoire vers une agriculture et une alimentation plus durables, plus éthiques, plus locales.

Le CDPL participe tout au long de l'année au suivi de la mise en œuvre de la nouvelle Charte de l'agriculture et de l'alimentation du Pays de Lorient adoptée en 2017. Il dispose de trois sièges au sein du Conseil Agricole et Alimentaire du Pays de Lorient. Le groupe de travail Alimentation et Agriculture réunit des profils très complémentaires, gages d'échanges animés et constructifs : associations, acteurs de l'ESS, chambre d'agriculture, agriculteurs, citoyens...

### Travaux et actions menés en 2018 :

- Participation aux travaux du Conseil Agricole et Alimentaire : 6 ateliers Défi, 2 réunions annuelles du Conseil.
- Mardi du CDPL : Quelle alimentation, demain, au Pays de Lorient ? à Plouay.
- Participation aux Assises de la Transition Alimentaire et Agricole, organisées par les 7 Epis et l'UBS, en avril 2018.

- Audition d'acteurs de la restauration scolaire du territoire : élus et responsables des cuisines centrales des communes de Lanester, Lorient, Riantec et Guidel.

- Participation à divers forums et rencontres : Afterres à Vannes, rencontre EPCI Conseil Régional à Pontivy, Terre 2018 à Rennes, Alimentation et Climat à Vannes, Transitions en Bretagne à Lorient.
- Rédaction d'une interpellation du CDPL sur la mise en œuvre de la charte : 20 propositions en faveur d'une véritable transition alimentaire locale.

### Axes de travail proposés pour 2019 :

- Participation proactive aux travaux du Conseil Agricole et Alimentaire pour une mise en œuvre ambitieuse de la charte.
- Evaluation de la charte : travail sur les objectifs et les indicateurs liés à proposer.
- Restauration collective : audition d'acteurs de la restauration collective et travail auprès des parents d'élèves "Pour une restauration scolaire durable, éthique et locale".
- Question foncière : audition d'acteurs et intervenants sur la question du foncier agricole.



## D. Démocratie et citoyenneté



En 2018 notre groupe de travail a commencé à rencontrer des responsables de centres sociaux avec l'objectif de recueillir leurs observations sur les questions d'implication citoyenne, sur le ressenti des personnes qu'ils côtoient, sur leur sentiment d'appartenance (ou pas) à diverses entités. Nous avons aussi le souhait, par ces entretiens, de continuer à suivre les activités des Conseils Citoyens.

À ce jour nous n'avons pas formalisé de constats et encore moins de propositions. Nous souhaitons poursuivre nos rencontres et mûrir nos réflexions :

- sur les Conseils Citoyens, qui semblent en petite forme
- sur la place des élu·e·s dans les assemblées citoyennes (être présents sans être pesants ?)
- sur la manière dont les institutions peuvent favoriser / inhiber le sentiment d'appartenance aux différents échelons du territoire
- sur les techniques d'implication (tirage au sort ; animateurs ; initiatives participatives ...)
- sur les types et les niveaux de participation qui sont espérés, notamment par les élu·e·s.

### Projet 2019 :

- Participation au Grand Débat National

## E. Mobilité et accessibilité

En 2018, ce groupe de travail, constitué d'une dizaine de membres auxquels, il faut ajouter une trentaine d'étudiants, d'enseignants de l'Université de Bretagne Sud et d'un responsable du lycée Dupuy De Lôme. Il s'est réuni à cinq reprises en 2018.

Le travail demandé aux étudiants, en relation avec leurs professeurs, a pris la forme de projets tuteurés avec comme thématiques :

- Pour l'année 2017/2018 :

L'articulation de l'intermodalité, les leviers favorisant les déplacements doux, le covoiturage outre-rade, la place de la voiture dans le centre-ville, les Plans de déplacements Inter-Entreprises et Administration et l'amélioration de l'exploitation des lignes.

- Pour l'année 2018/2019 :

Les leviers favorisant l'utilisation des modes actifs, la place de la voiture dans le centre-ville, le changement d'habitude des mobilités touristiques,

le renforcement du sentiment de sécurité et de solidarité inter-voyageurs, la modernisation de l'image des transports collectifs urbains pour les voyageurs de moins de 26 ans, l'amélioration de la performance des mobilités dans les territoires péri-urbains, l'évaluation de la communication et mesure de la satisfaction face au nouveau réseau et la gestion des modes dégradés et l'agilité dans les transports.

Ces sujets ont été définis en relation avec la CTRL et le service transport de Lorient Agglomération.

Il est à noter que cette année les étudiants ont décidé de créer une « plateforme mobilité » hébergé sur le cloud du CDPL permettant à tous les acteurs de visualiser l'état d'avancement des projets et de déposer des données.

Enfin, il a été décidé de mettre en place en mars 2019 dans le prolongement des soutenances des étudiants, une soirée débat sur ces sujets.



## F. Maritimité

En 2018 le groupe de travail maritimité s'est engagé aux côtés du groupe de travail du Plan Climat Air Energie Territorial pour formuler un avis sur l'impact environnemental des activités portuaires développées dans la rade de Lorient

Nous avons ainsi procédé à l'audition de la CCIM (gestionnaire du port de commerce), Naval Group, Lorient Grand Large, la SEM de Lorient Keroman (gestionnaire du port de pêche), la SELLOR (gestionnaire de ports de plaisance). Nos questions portaient sur : les objectifs qu'ils se fixent pour contribuer aux objectifs à atteindre en matière de :

- limitation des gaz à effets de serre
  - diminution des consommations d'énergie,
- ainsi que des améliorations en matière de différentes thématiques :
- Réduction des sources de pollution
  - Gestion des déchets
  - Amélioration de la qualité de l'eau...

Il apparaît que nos gestionnaires portuaires sont tous sensibilisés à ce type de thématique, ne serait ce que parce que leurs clients sont les premiers demandeurs et parce que cela leur permet de limiter leurs coûts. Ils sont tous labellisés selon des labels adaptés à leurs types d'activité. La démarche la plus aboutie est celle entreprise par Naval Group qui a investi dans une équipe d'agents

spécifiquement affectés à cette réflexion. Ils ont réussi à diminuer significativement leur consommation d'énergie (-14% en 3 ans). Tous les gestionnaires s'attachent à limiter l'impact de leur activité sur l'environnement maritime et terrestre. En revanche aucune production d'énergie renouvelable notable n'est actuellement fournie par ces gestionnaires.



Le CDPL a donc formulé un avis et émis quelques propositions suite à ce travail. La présentation de ce travail a ensuite fait l'objet d'un atelier lors de la réunion des CDPL maritimes bretons, préparatoire aux Assises Citoyenne de la Mer qui se sont tenues à Brest fin novembre.

Le groupe de travail s'est ensuite réuni pour prendre connaissance du programme engagé par la Région, Lorient Agglomération et la SEM de Lorient Keroman en vue de la restructuration de la filière eau de mer du port de pêche, la réfection de l'ensemble des réseaux de distribution de l'eau douce ou de mer, ainsi que des réseaux d'eaux usées et d'eaux pluviales. Une nouvelle station d'épuration, dédiée au port de pêche, va être construite permettant de traiter les eaux douces et de mer usées, avant leur rejet dans la rade, ce qui devrait contribuer significativement à une meilleure qualité de l'eau.

Yves Foëzon, directeur de l'organisation de producteur « Pêcheurs de Bretagne » est venu nous présenter les impacts du BREXIT sur le monde de la pêche en général et le port de Keroman en particulier.

Le groupe maritimité a produit une contribution à l'enquête publique sur le programme décennal des dragages d'entretien des sites portuaires de la rade, porté par la région, Naval Group, la compagnie des ports et Lorient Agglomération.

Enfin nous avons poursuivi notre contribution au comité de pilotage Port Center et participé à l'organisation de l'accueil de la promotion de l'Institut des Hautes Etudes de la Défense nationale.

**G. Culture**

Créer en début d'année avec comme fil rouge le lien entre la Culture et le monde des entreprises, l'activité de ce groupe de travail s'est rapidement concentrée sur la création d'un évènement « Le Grand Huit » qui s'est déroulé pendant la fête des ports en Juin dernier. L'objectif était de permettre à des artistes locaux de s'exprimer pendant une fête populaire et ainsi de permettre des échanges avec des personnes qui ne fréquentent pas habituellement les lieux culturels. Des réalisations marquantes ont été réalisées à cette occasion. On peut citer entre autres une sculpture monumentale dans une des cathédrales du port de pêche et une gravure géante pressée au moyen d'un rouleau de travaux publics. La réussite de cette première a incité les organisateurs de la fête du port à solliciter, une nouvelle fois, le CDPL associé à l'Ecole Européenne Supérieure d'Arts de Bretagne pour

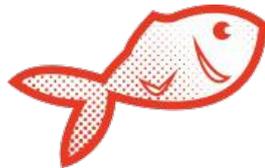
l'édition 2019.

Outre un nouveau Grand Huit qui essaiera de donner encore une plus grande place à la participation du public, le groupe s'est donné deux lignes directrices :

- Rechercher de nouveaux publics pour la Culture notamment dans l'entreprise en proposant des résidences d'artistes mais aussi en valorisant les compétences de l'entreprise auprès des milieux culturels.

- Rechercher des nouveaux moyens financiers pour la culture qui subit en première ligne la raréfaction de l'argent public. Quelles nouvelles ressources peut-on mobiliser, quelles pistes pour diversifier l'activité des jeunes artistes ?

Il faut noter la participation assidue d'une quinzaine de personnes d'origine très diversifiée aux activités de ce groupe.



## H. Innovation sociale et numérique

L'objectif du groupe de travail innovation sociale numérique est de se positionner à l'horizon 2030-2040, pour décrire ce que l'on souhaite comme territoire numérique pour le pays de Lorient.

La première étape de travail du groupe a été consacrée à l'acculturation de l'équipe projet en créant une bibliographie partagée mise à jour collaborativement.

L'objectif principal dans un second temps a été de lancer la production d'un rapport dans la lignée de celui de 2016 à destination des élus du pays.

Le groupe de travail s'est réuni 12 fois en 2018 sur un noyau de sept participants très impliqués et en se fixant comme objectifs pratiques de :

- Débattre (organiser des réunions ouvertes)
- Ecouter (les experts, les utilisateurs)
- Contribuer (Faire la synthèse)

Finalement lors de la Semaine du numérique, le groupe a organisé en début de semaine des réunions publiques ouvertes dans cinq lieux du territoire (Groix, Hennebont, Lorient, Quimperlé et Port-Louis) pour collecter les questions et attentes des citoyens (40 contributeurs). Ces interrogations ont alimenté en milieu de semaine un "débat / table ronde" avec six experts de différents



domaines du numérique pour apporter des pistes de réponses à chaud aux citoyens. En fin de semaine, une synthèse de ces débats a été réalisée par Jacques-François Marchandise de la FING (Fondation Internet Nouvelle Génération) en public.

Il reste au groupe de travail à préparer un document final de synthèse de ses travaux. Un document provisoire sera transmis au groupe de pilotage du Schéma Territorial du Numérique et sera publié après validation du conseil d'administration. Les destinataires du document sont les élus de Lorient Agglomération qui travaillent sur le Schéma Territorial du Numérique qui doit aboutir début 2019. Il sera ensuite diffusé largement.



## I. Stratégie de territoire

Le groupe stratégie de territoire, constitué, notamment, par les membres titulaires et suppléants de la société civile au Comité Unique de Programmation assure deux missions :

- La première est de préparer les Comités Uniques de Programmation et Comités Leader afin de prendre connaissance des dossiers, d'avoir un échange sur leurs contenus et d'en faire une

analyse. Au cours de ces échanges, un point sera fait sur le fonctionnement du CUP .

- La seconde est de préparer le projet de territoire versus CDPL. En 2018, une réunion en présence d'Audelor, de la mission locale et de Lorient Agglomération a permis de faire le point sur l'emploi.



## 2. LES GROUPES TERRITORIAUX

Les groupes territoriaux du CDPL sont des relais qui doivent participer à la construction des avis de la société civile sur les politiques publiques locales (Pays de Lorient). Ils doivent ancrer davantage le CDPL sur l'ensemble du territoire du Pays de Lorient

et ainsi conforter sa représentativité territoriale et sa mission d'intérêt général. Cela devrait permettre une meilleure implication des structures et citoyens éloignés (diminution des déplacements).

### Expérimentation 2018 :

#### A. Groix

- Une quinzaine de personnes dont une majorité de nouveaux membres
- Une réunion mensuelle d'octobre à mai (le 3<sup>ème</sup> lundi de 20h à 21h30)
- Trois axes de travail : Développement économique, Mobilités et Agriculture et alimentation

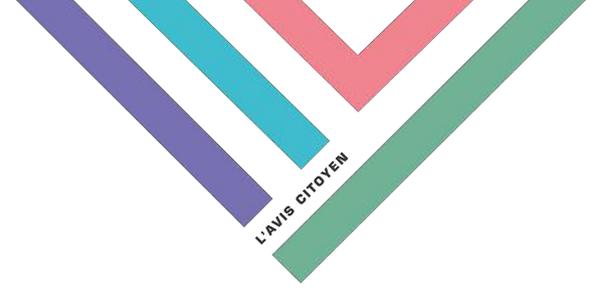
#### B. Ria - Blavet

- Neuf communes concernées
- Une dizaine de personnes
- Un premier axe fort autour de l'économie collaborative
- Une réunion mensuelle (le 2<sup>ème</sup> mardi de chaque mois de 12h30 à 14h)

Cette expérimentation met en évidence une double difficulté :

- Définir ces groupes territoriaux
- Avoir des relais locaux suffisamment disponibles.





### 3. PARTICIPATION À DES ACTIONS TERRITORIALES

#### A. La Commission Territoriale Emploi Formation

En 2018, le CDPL a participé à deux groupes actions :

- Axe 1 : accompagnement du développement des Ressources humaines auprès des TPE-PME
- Axe 2 : création de la plateforme Ressources Emploi du Pays de Lorient [managerbreton.fr](http://managerbreton.fr)

- Axe 3 : développement d'emplois à temps partiels dans les services à la personne avec la création d'une plateforme emploi de mise en contact des employeurs et des salariés à temps partiels. Ce projet est en phase de recherche d'un organisme porteur de la plateforme.

Cela a représenté une dizaine de réunions.

#### B. Marketing territorial

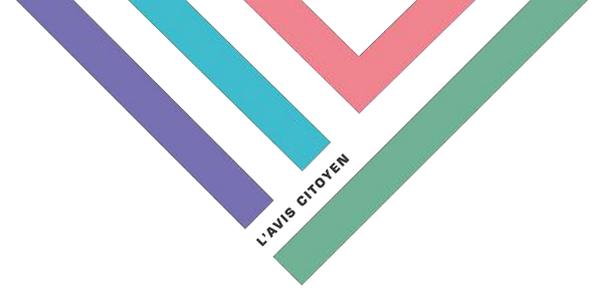
Depuis fin 2016, l'agence d'urbanisme "Audelor" a développé une action de Marketing territoriale afin d'améliorer l'attractivité de son territoire : « connaître, faire émerger, connaître et amplifier collectivement notre potentiel et notre capacité d'accueil pour attirer, accueillir et garder les hommes et les projets recherchés. Ceci à la mesure d'un territoire à taille humaine dont la valeur sera plus clairement reconnue ». En 2017, le CDPL a participé au séminaire de mars et à toutes les réunions du groupe opérationnel "marketing territorial" qui avait pour objectif de proposer au COSPI d'AUDELOR un plan d'actions. Fin janvier 2018, le COSPI d'AUDELOR valide le plan d'actions qui définit 4 défis : Améliorer la notoriété et l'image du territoire, Un territoire Young friendly, Cultiver et projeter dans le futur nos excellences

maritimes Séduire les talents et porteurs de projets  
1 fil rouge : La Responsabilité Sociétale des Organisation du territoire  
A partir d'avril, l'organisation validé par le COSPI se met en place. Ainsi le Comité exécutif (COMEX) est installé le 18 avril. Il a pour mission d'assurer la définition, le suivi et l'évaluation du plan d'actions (la stratégie est assurée par le COSPI). Il est constitué, outre Lorient Agglomération et AUDELOR, par 3 représentants de structures privées (CCIM, ERELE et CDPL). Il se réunit une fois par mois. Le CDPL (représenté par 4 membres) a participé à tous les COMEX, à certaines actions prioritaires définies par le COMEX (le FIL, la rentrée universitaire et l'accueil des membres de l'institut des hautes études de la Défense Nationale) et à la redynamisation du fil rouge « RSOT » (3 réunions).

#### C. Le conseil agricole et alimentaire

Afin de rendre la Charte de l'Agriculture et de l'Alimentation opérationnelle, un comité de suivi, animé par Lorient Agglomération et la Chambre d'Agriculture, a été mis en place. Le Conseil Agricole et Alimentaire se tient deux fois par an et réunit les élus des communes, syndicats professionnels, des techniciens et trois membres du CDPL (un représentant d'une association de

défense de l'environnement, d'une association de consommateur et d'une entreprise). Appuyés par le Groupe de Travail Alimentation et Agriculture, ces membres donnent des avis sur le plan d'action et émettent des propositions. Ils participent aussi aux ateliers de travail liés aux quatre Défis de la Charte attenants à ce conseil.



## D. Le Plan Climat Air Énergie Territorial

Cinq membres du CDPL ont participé au comité de pilotage du nouveau Plan Climat Air Énergie Territorial animé par Lorient Agglomération. Dans ce cadre, ils ont pu émettre des avis et des propositions d'actions. Cette participation a été diversement appréciée (*Lire GT Économie Verte p.*

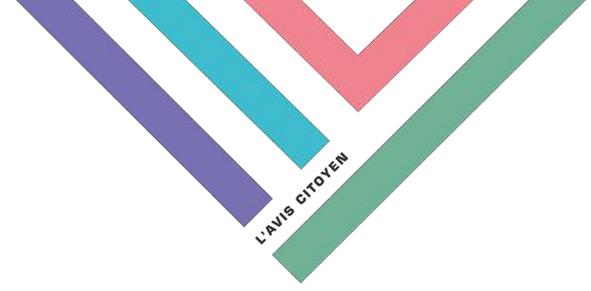
*11*), mais a permis aux membres de comprendre le fonctionnement interne de l'intercommunalité. Selon la loi NOTRe, en 2019, le CDPL devra donner un avis générale sur le PCAET en cours de validation.

## E. Schéma Territorial Numérique

Lorient Agglomération a souhaité élaborer un Schéma du Numérique sur son territoire. Elle a, dans un premier temps, sollicité l'agence d'Urbanisme Audelor pour amorcer ce travail. Les premières tépaes ont consisté en des séances d'acculturation avec des présentations de projets en cours sur le territoire et en dehors. Dans un second, temps, Lorient Agglomération a repris la main sur le projet et sollicité plusieurs entités pour travailler sur plusieurs axes : l'e-économie avec Audelor, l'e-administration avec le service DSI

(Direction des systèmes d'information) de Lorient Agglomération et l'e-citoyenneté avec le Réseau Numérique 165. Pour cette dernière partie, le CDPL a assisté le RN165 dans l'organisation d'ateliers et la réalisation d'une enquête. Le CDPL a été présent à chaque réunion.

Parralèlement, les membres du Groupe de Travail Innovation Sociale et Numérique a souhaité apporter une contribution a ce projet et organiser plusieurs manifestations (*Lire p.17*).



## F. Le réseau des conseils de développement bretons

Le réseau des conseils de développement bretons, qui regroupe la majorité des conseils de développement de Bretagne, a pour objectifs l'échange, l'information et la formation. C'est un système non hiérarchisé, animé par :

- Un comité d'animation d'une dizaine de personnes ;
- Une animatrice ;
- Un binôme de coordinateurs (Présidents de Conseil de développement).

Ce réseau permet de :

- Partager, lors des animations et à travers les échanges et d'une plateforme d'échange numérique (<http://cdbretagne.org>) des apprentissages réciproques (la situation très diversifiée des conseils permet à chaque participant d'apporter et de partager son expertise) ainsi que les travaux de chaque conseil de développement,
- Outiller, à travers l'organisation de formations, les

bénévoles et les animateurs ;

- Valoriser, à travers son site et ses différentes manifestations, les différents conseils ;
- Enfin le réseau porte notre parole collective, auprès de nos partenaires - en particulier le Conseil Régional .

Le CDPL s'est impliqué en 2018 dans le comité d'animation, par le biais de son animatrice et son président (coordinateur du réseau). Il a aussi participé à l'organisation des différentes Rencontres (Mobilités, Transitions\*, Insularité, Assises citoyennes de la Mer). Ces Rencontres ont donné lieu à des contributions remises à la Région dans le cadre de la BreizhCop.

*\*La Rencontre sur les Transitions a eu lieu à Lorient. Une centaine de personnes venant de toute la Bretagne y ont participé.*



## V. LE CONTRAT DE PARTENARIAT, COMITÉ UNIQUE DE PROGRAMMATION ET COMITÉ LEADER

Les Comités Uniques de Programmation ont été mis en place par la Région pour se prononcer sur l'attribution des fonds européens et régionaux pour la période 2014-2020. Le CUP a été officiellement installé le 16 novembre 2015.

A cette fin une commission spécifique a été créée au sein du CDPL pour organiser son implication dans le Comité Unique de Programmation (CUP) du Pays de Lorient. Depuis 2018 et la participation de Quimperlé Communauté au CUP, la société civile est représentée par 23 représentants (13 titulaires et 10 suppléants) désignés par le CDPL représentant les territoires des trois inter-communautés (16 de Lorient Agglomération, 5 de Quimperlé communauté et 2 de la CCBBO).

Par ailleurs, Lorient Agglomération a créé un Comité Leader propre au Pays de Lorient pour procéder à l'instruction technique des projets en lien avec les élus et les forces vives du Pays. Neuf membres du CDPL (5 titulaires, 4 suppléants dont 4 de Lorient Agglomération, 3 de Quimperlé Communauté et de 2 de la CCBBO) y sont impliqués. Cette initiative soulignait tout l'intérêt de voir s'exercer pleinement l'instruction des dossiers, sous réserve de disposer d'un minimum de lisibilité sur les échéances à venir et de bénéficier plus en amont de procédures d'instruction coordonnées avec la Région.

En 2018, les membres du CDPL ont été présents et ont activement participé aux réunions du comité Leader et du Comité Unique de Programmation.

Il est à noter que le Groupe de Travail "Stratégie du territoire" permet au membres de la société civile de préparer les différentes réunions.



## VI. LA COMMUNICATION

### A. Les outils de communication

La communication de l'association s'articule autour de plusieurs outils :

- communication institutionnelle avec une nouvelle plaquette de présentation suite à l'élargissement du territoire d'action du CDPL ; un site Internet revu et corrigé afin d'en faciliter la navigation. Les avis, contributions du CDPL y sont accessibles ainsi que les comptes-rendus des groupes de travail et instances.

La synthèses des travaux et avis du CDPL sont distribués à l'occasion des rencontres des membres avec des interlocuteurs extérieurs à l'association et susceptibles de la rejoindre, lors des rencontres avec les élus du territoire, lors des événements et animations organisés dans les communes.

Une page Facebook et un compte Twitter complètent le dispositif ainsi qu'un kakémono.

- communication événementielle avec l'organisation de plusieurs animations, une

information diffusée via une liste d'adresses mail, les réseaux sociaux, des flyers et affiches.

Des **relations presse** sont organisées régulièrement pour associer la presse quotidienne, les radios et télévision locales à la présentation de l'actualité du conseil.

Les adhérents et les personnes qui le souhaitent reçoivent enfin une **lettre d'information** régulière et accessible également sur le site internet donnant accès à l'actualité de la vie du conseil, son action, son agenda et ses projets en cours.

Ces différents outils permettent au CDPL une certaine visibilité sur le territoire et lisibilité sur son fonctionnement et ses actions.

En 2019, la communication sera tournée vers la communication interne avec l'élaboration d'un livret d'accueil à destination des nouveaux adhérents.

**Participez à la construction des stratégies de nos territoires !**

(développement, politique agricole et alimentaire, énergétique, aménagement du territoire)

Vous êtes une entreprise, une association, une institution ou un citoyen engagé dans la vie sociale, réagissez nous !

**Les citoyens contribuent à la décision politique**

- Débat sur les enjeux du territoire
- Elaboration d'avis et de propositions
- Comité de liaison avec les élus
- Avis sur l'attribution de subventions européennes et régionales
- Participation à la construction des stratégies du territoire

**Contactez-nous**

Service de Développement du Pays de Lorient  
L'avis citoyen

02 97 38 00 00  
www.cdpl-paysdelorient.fr

**CDPL Conseil de Développement Pays de Lorient**

L'avis citoyen pour contribuer à la réflexion des élus

**Les idées et les initiatives foisonnent... ... enrichissons la réflexion de nos élus !**

Depuis 2018, le Pays de Lorient rassemble 3 groupements de communes :

- Quimperlé Communauté
- Lorient Agglomération
- Communauté de Communes Blavet Bellevue Océan

Soit 46 communes et près de 290 000 habitants

**Le CDPL agit sur ce territoire élargi :**

- Une association ouverte à tous
- Des citoyens, des entreprises, des associations, des institutions
- Des mandats bénévoles et représentatifs du territoire
- Une animation à temps plein

Les élus citoyens (conseil et comité) développent la relation d'avis citoyen de développement dans les agglomérations ou pays. Ces associations ont de nombreuses réalisations de propositions sur les politiques publiques locales. En Bretagne, une structure de conseil de développement assure l'ensemble du territoire.

**Devenez membre actif et intégrez un groupe de travail**

- Alimentation et agriculture
- Aménagement du territoire
- Démocratie et citoyenneté
- Innovation sociale et numérique
- Économie verte
- Maritimité
- Mobilité / déplacement
- Stratégies de territoire
- Culture

**Événements publics ouverts à tous**

- Ateliers participatifs par pays ou par commune
- Conférences et débats
- Auditions d'experts répondant les enjeux
- Carif ou membre dans les communes

## B. Les événements

### Les Mardis du CDPL

Chaque 3<sup>ème</sup> mardi du mois est l'occasion de présenter les acteurs et les initiatives du territoire à chaque fois autour d'une thématique spécifique et sur une commune différente. En 2018 :

- Janvier : "le plan climat Air énergie territorial : quelle implication citoyenne ?", à Guidel, avec Lorient Agglomération, les Petits Débrouillards et le CDPL
- Février : "Une maison de Pays pour promouvoir la culture bretonne sur pays de Lorient ?" à Lorient, avec Emglev Bro En Oriant et la maison de pays de Quimper
- Avril : "Le sport, quelle attractivité pour le pays de Lorient ?", à Ploemeur avec le FCL et de jeunes sportifs
- Mai : "Quelle alimentation pour le pays de Lorient", à Plouay avec Lorient Agglomération, UFC que Choisir et deux agriculteurs
- Juin : "Innover pour le handicap, un atout pour le territoire ?" à Ploemeur avec le centre de rééducation de Kerpape, l'Ensibs, Vagdespoir, Ceci Web Formation et l'association des paralysés de France
- Septembre : "Le numérique sauvera-t-il nos centres villes ?", à Quimperlé, avec La Fing, la CCI et la ville de Lorient
- Octobre : "La recherche et innovation comme facteur d'attractivité du territoire" à Lorient avec l'UBS, CompositIC, Absolute Composite, GIS-CNRS Histoire et

sciences de la mer et une doctorante

Ces rendez-vous ont attiré plus de 200 personnes (entre 20 et 50 personnes selon des thèmes)

Les présentations des intervenants sont accessibles sur le site Internet du conseil [www.cdpl.bzh](http://www.cdpl.bzh). Une vidéo a été réalisée lors du Mardi sur le numérique et les centres-villes.

### Les Conférences et ateliers participatifs

- "Notre eau en questions" - 4 ateliers - une table-ronde
- "Le Numérique : danger ou opportunité - 5 ateliers - une table-ronde - présentation de la synthèse
- "La représentativité des citoyens" par Romain Pasquier, politologue, lors de l'assemblée générale de décembre

### Une action culturelle

- Le Grand Huit, organisé dans le cadre de Ports en Fête

En 2019, il est prévu d'organiser des débats et des ateliers dans le cadre du Grand Débat National ainsi que des tables-rondes sur l'économie responsable, les mutuelles communales, la ruralité, l'emploi...



**LE NUMÉRIQUE SAUVERA-T-IL LES CENTRES VILLE ?**  
LUNDI 17 SEPTEMBRE, 18H30 À QUIMPERLÉ



## C. Les publications

### Réalisations du CDPL

- Conférence de l'Économie verte 2017 "Manger local : relevons le défi !" : compte-rendu et vidéo
- Rapport d'activité 2017 du CDPL et sa synthèse
- "Le Numérique sauvera-t-il nos centres-villes ?" - Synthèse et vidéo
- Contribution à la charte de l'agriculture et de l'alimentation : "Interpellation du CDPL et 20 propositions pour le conseil agricole et alimentaire"
- Participation à l'Enquête publique sur le dragage de la rade
- Contribution au PCAET
- Les Ports de Lorient et le Plan Climat

Toutes ces publications sont accessibles sur le site Internet du CDPL : [www.cdpl.bzh](http://www.cdpl.bzh)

## 24 articles de presse

Essentiellement dans presse locale afin d'annoncer nos événements. Quelques articles de fond ont été publiés suite à nos animations sur l'agriculture locale, le numérique...

### CDPL. Une rencontre autour de la recherche et l'innovation, mardi 16

À l'heure où le pays de Lorient se veut attractif, la recherche et l'innovation attirent chercheurs et entreprises de toute la France, voire de l'étranger. Domaine méconnu, la recherche universitaire de l'UBS (Université Bretagne Sud) tient pourtant un rôle primordial pour le développement des entreprises locales et du territoire. En quoi l'UBS est-elle un élément d'attractivité essentiel à son territoire ? Qu'est-ce que la recherche et l'innovation peuvent apporter au pays de Lorient ? Comment améliorer la visibilité de ces innovations ? Avec la

participation de Guy Gogniat, vice-président Recherche et Valorisation à l'UBS ; Yves-Marie Corre, responsable technique de la plate-forme CompositIC ; Christophe Cerino, secrétaire général du GIS-CNRS d'Histoire & Sciences de la mer ; Jean-Luc Talbourdet, président de l'entreprise Absolute Composite ; Albane Jouault, doctorante au LBCM.

▼ **Pratique**  
Rencontre mardi 16 octobre, à 18 h 30, à l'ENSIBS (salle 511), 17, boulevard Flandres-Dunkerque, à Lorient.

**Pays d'Hennebont - Pays de Plouay**

## Comment nourrir, demain, le pays de Lorient ?

**Plouay** — Le Conseil de développement du pays de Lorient (CDPL) organise une table ronde sur l'alimentation et l'agriculture, mardi 15 mai à 18 h 30, à la salle des fêtes, place de Becherel, Gratuit.

**Le rendez-vous**  
Le pays de Lorient est doté d'une charte de l'agriculture et de l'alimentation à laquelle ont contribué les élus, les professionnels de l'agriculture et le conseil de développement. Quels impacts cette charte peut-elle avoir sur un secteur en transition ? Et plus largement, comment les producteurs et consommateurs du territoire appréhendent-ils les enjeux de demain liés à l'alimentation (environnement, santé, etc.) ?

**L'avis des citoyens dans le milieu rural**  
Pour mieux se connaître et inviter de nouvelles personnes motivées par le vivre du territoire, le conseil de développement du pays de Lorient organise des rencontres sur l'ensemble des communes incluant Lorient Agglomération, la communauté des communes Blavet-Balevau-Océan et, depuis peu, le bassin de vie de Quimper, soit 40 communes ou total (environ 270 000 habitants).

Jean-Philippe Olivieri et Gwenn Behaut, cheffes de file du conseil de développement, ont souhaité organiser cette réunion à Plouay.

« L'objectif est d'attirer davantage les citoyens du milieu rural et être ainsi plus proches du terrain. Démarrer avec les habitants du secteur des objectifs de l'agriculture sur leur territoire et aider à porter leurs projets », indiquent les deux animatrices.

Le CDPL est une association indépendante qui rassemble 90 personnes et structures actives au sein

Jean-Philippe Olivieri et Gwenn Behaut, du Conseil de développement du

de quatre collèges : associations, entreprises et partenaires sociaux, institutions, et citoyens. Le rôle est de faciliter le dialogue entre les élus et la société civile, de manière à intégrer l'intérêt de la société civile dans la gouvernance locale.

**Les intervenants**  
Christine Duval, vice-présidente de

Lorient Agglomération en charge l'économie, présentera la charte l'agriculture et de l'alimentation. Il y aura, aussi, Gwenn Behaut, cheffe de file du conseil de développement du territoire, et Jean-Philippe Olivieri, président du conseil de développement du territoire.

« Dans le cadre de la table ronde, par exemple, une cuisine participative, organisée en soirée à l'heure de votre choix, sera organisée par l'association. Elle sera ouverte à tous les citoyens. »

Dans l'attente de votre participation, nous vous remercions.

LES TRIOUX

**Ile de Groix**

## Un atelier-débat sur le numérique en fin d'après-midi

Un atelier-débat sur l'innovation dans les îles organisé par les conseils de développement d'Auray, Vannes et Lorient a souligné l'importance du numérique pour leur développement économique et culturel. Aucune entreprise ne se passe aujourd'hui d'avoir une connexion internet de qualité, et cela augmente leur activité à un site web de vente.

« L'île de Groix est devenue performante dans la condition pour que s'installent de nouveaux résidents, sources, qui pratiquent le télétravail. Le numérique prend aussi une place importante dans l'enseignement et offre de nombreuses possibilités de formation.

« Ce soir, le groupe de Groix du conseil de développement du pays de Lorient organise un nouvel atelier de débat ouvert à tous sur ce sujet.

**Ce lundi 19 novembre, à 19 h 30, au café Le Triskell, place du Leurhé.**

opportunité pour les îles de se développer grâce aux équipements. Ainsi, à la surprise de ses habitants,

## VII. LES TEMPS FORTS DE LA VIE INSTITUTIONNELLE

### A. Les comités de liaison CDPL/Elus

Grâce à l'officialisation d'un comité de liaison, des rencontres entre les élus des intercommunalités et les membres du bureau du CDPL ont été organisées au cours de l'année. Plusieurs réunions d'échanges se sont tenues avec les élus de Lorient Agglomération, CCBBO et Quimperlé Communauté et ont permis d'engager un dialogue appelé à se poursuivre pour échanger les réflexions et avis de chacun sur les axes de développement du territoire et convenir des sujets de travail pouvant faire l'objet de saisines et auto-saisines.

Une première réunion a lieu réunissant l'ensemble des élus du pays, c'est-à-dire avec les trois intercommunalités et le CDPL.

### B. Les instances

- Le bureau : se réunit 1 à 2 fois par mois pour discuter du fonctionnement quotidien de l'association.
- Le Conseil d'administration : se réunit 4 fois dans l'année
- L'assemblée générale est organisée deux fois par an et valide les documents institutionnels, le projet de budget et le bilan financier ainsi que les orientations pour l'année à venir. En 2018, lors de l'assemblée générale de décembre, Romain Pasquier, politologue, a été invité à présenter sa vision de la représentativité de la société civile et à débattre avec les membres.



## LES INSTANCES DU CDPL

### BUREAU



Jean VERGER  
PRÉSIDENT  
Collège Citoyens  
Groix



Sophie APARICI  
VICE-PRÉSIDENTE  
collège Citoyens  
Clohars-Carnoët



Dominique LE  
BRIGAND  
VICE-PRÉSIDENT  
collège Citoyens  
Ploemeur



Jean-Philippe  
OLIVIERI  
VICE-PRÉSIDENT  
collège Entreprises  
Ploemeur



Jocelyne KERJOUAN  
TRÉSORIÈRE  
collège Entreprises  
Guidel



Dominique NARBÉY  
SECRÉTAIRE  
collège Associations  
Lorient

### CONSEIL D'ADMINISTRATION

#### NOM

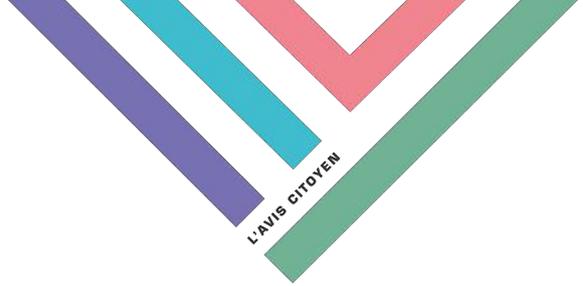
Jean VERGER  
Dominique NARBÉY  
Sophie APARICI  
Dominique LE BRIGAND  
Jean-Philippe OLIVIERI  
Jocelyne KERJOUAN  
Mathilde JAMIER-VIDECOQ  
Dominique VENTRE  
Jean-Marc LE CLANCHE  
Mariano PASUT  
Daniel LE CREN  
SEM DE KEROMAN  
Lysiane METAYER  
Dominique DISCHAMPS  
Yannick GUEGAN  
Élisabeth MACÉ  
Armelle MARBACH  
Jacques CANEVET  
Olivier LE NEZET

#### COLLÈGE

Citoyens  
Associations  
Citoyens  
Citoyens  
Entreprises et partenaires sociaux  
Entreprises et partenaires sociaux  
Entreprises et partenaires sociaux  
Citoyens  
Organismes et institutions publics  
Entreprises et partenaires sociaux  
Associations  
Entreprises et partenaires sociaux  
Organismes et institutions publics  
Entreprises et partenaires sociaux  
Citoyens  
Entreprises et partenaires sociaux  
Citoyens  
Citoyens  
Organismes et institutions publics

#### COMMUNE

Groix  
Lorient  
Clohars-Carnoët  
Ploemeur  
Ploemeur  
Guidel  
Lorient  
Lanester  
Kervignac  
Lorient  
Hennebont  
Lorient  
Lorient  
Lorient  
Ploemeur  
Lorient  
Clohars-Carnoët  
Quimperlé  
Lorient



## VIII. LES ORIENTATIONS 2019

### **Organiser et animer la vie du CDPL**

- Développer les groupes de travail territoriaux
- Définir un projet de territoire
- Évaluer les politiques publiques
- Former à la mise en place d'une contribution citoyenne
- Affiner le protocole de relation avec les élus (réunions comité de liaison avec chaque EPCI et avec l'ensemble des EPCI)
- Définir une stratégie de développement du nombre de membres
- Contribuer au réseau des CDs bretons

### **Accompagner les groupes de travail**

- Mobilités : projets tuteurés avec l'UBS sur la multi-modalité
- Aménagement du territoire : réponse à la saisine sur le développement des centres-villes, centres-bourgs ; contribution et avis sur le PLUI de Quimperlé Communauté
- Agriculture et alimentation : contribution au conseil agricole et alimentation ; évaluation de la charte de l'agriculture et de l'alimentation ; proposition d'action pour le développement d'une alimentation locale et bio en restauration collective
- Économie Verte : avis sur Plan Climat Air Énergie Territorial de Lorient Agglomération et de Quimperlé Communauté ; contribution à la démarche de marketing territorial et notamment au fil rouge qui s'y rattache, la RSOT (responsabilité sociétale des organisations du territoire) ; contribution à la politique de l'eau (suite à la conférence de l'économie verte)
- Maritimité : contribution au plan d'action du Port Center
- Démocratie - citoyenneté : suivi des conseils citoyens ; étude des techniques d'implication des citoyens dans une démarche participative
- Culture : contribuer au développement du lien culture et entreprise. Recherche de pistes d'actions pour un meilleur financement des artistes
- Innovation sociale et numérique : rapport sur les attentes des citoyens sur un territoire numérique (suite des ateliers et conférences sur le Numérique : danger ou opportunité?)
- Stratégie de territoire : proposition d'un projet de territoire
- Comité unique programmation : étude des dossiers

### **Répondre aux sollicitations des acteurs du territoire**

- Marketing Territorial
- Schéma Territorial du Numérique
- Conseil agricole et alimentaire

### **Organiser des événements et communiquer**

- Mardis du CDPL
- Conférences
- Communication vers le grand public - se faire connaître auprès des citoyens
- Diffusion des travaux du CDPL

## VI. LE BILAN FINANCIER

BILAN FINANCIER 2018			
DÉPENSES		RECETTES	
<b>Salaires et cotisations sociales</b>	<b>37 722,15 €</b>	<b>Subventions</b>	<b>58 500,00 €</b>
Rémunération du personnel+congrés payés	27 371,08 €	Subvention Lorient Agglo	25 000,00 €
Cotisation sociale	10 208,16 €	Subvention CCBBO	2 000,00 €
Indemnité stagiaire	0,00 €	Subvention Région Bretagne	25 000,00 €
Formation continue	142,91 €	Subvention Quimperlé Co	6 500,00 €
<b>Charges courantes de fonctionnement</b>	<b>5 517,79 €</b>		
Loyers et charges locatives	2 880,00 €	<b>Produits de l'association</b>	<b>1 203,47 €</b>
Assurances	236,35 €	Cotisations membres	1 012,00 €
Internet et téléphone	1 064,20 €	Produits divers gestion courante	54,18 €
Fournitures de bureau, petits équipements	434,84 €	Produits financiers	137,29 €
Honoraires (RH - compta)	902,40 €		
<b>Charges liés à l'activité</b>	<b>11 572,78 €</b>		
Événements (Mardi, conférences...)	4 001,27 €		
Frais de déplacement (transport et restauration)	3 413,29 €		
Communication , publication	2 182,80 €		
Frais de formation des bénévoles	0,00 €		
Cotisation réseau CD Bretons et autres structures	912,00 €		
Frais de documentation	642,42 €		
Colloques, séminaires	421,00 €		
<b>Autres charges</b>	<b>583,15 €</b>		
Frais bancaires	192,24 €		
Amortissement	390,91 €		
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>55 395,87 €</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>59 703,47 €</b>

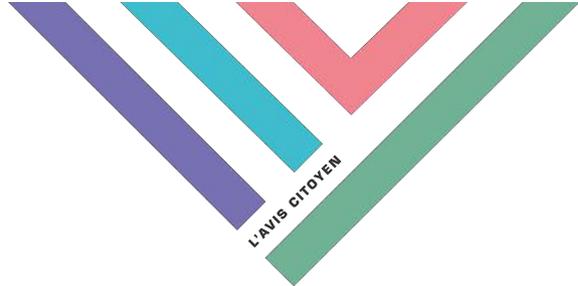
Lorient le 31 décembre 2018

## Composition 2018 du Conseil de Développement

*Article 88 de la loi NOTRe : le conseil de développement est composé de représentants des milieux économiques, sociaux, culturels, éducatifs, scientifiques, environnementaux et associatifs du périmètre de l'établissement public.*

### Milieux économiques

1 ARTS ET STRATÈGES 2 CAT FISH DLF 3 COMPAGNIE OCÉANE 4 DÉPÔT PÉTROLIER LORIENTAIS 5 JK CONSEIL 6 EKOSEA 7 GROIX HALIOTIS 8 SEM Lorient Keroman 9 SELLOR	Collège Entreprises et partenaires sociaux
10 AUDELOR 11 CHAMBRE DES METIERS ET DE L'ARTISANAT 12 CHAMBRE D'AGRICULTURE 13 COMITE DEPARTEMENTAL DES PECHES 14 COMITE REGIONAL DE LA CONCHYLICULTURE 15 CAPEB 16 GROUPEMENT DES AGRICULTEURS BIOLOGIQUES 56 17 CFDT	Collège Institutions, organismes publics et para-publics
18 FÉDÉRATION DÉPARTEMENTALE DU MORBIHAN 19 C2SOL 20 ERELE 21 GROUPEMENT VALORISATION AGRICULTURE 22 JEUNE CHAMBRE ÉCONOMIQUE 23 RN165 24 OPTIM'ISM	Collège association
25 Mr KERDELHUE 26 Mr BENOISH 27 Mme BONIS	Collège citoyen



**Milieus sociaux**

	Collège Entreprises et partenaires sociaux
--	--

28 MISSION LOCALE	Collège Institutions, organismes publics et para-publics
-------------------	--

29 GEM L'ESCALE 30 ATELIER DES TRANSITIONS 31 DEFIS 32 LYON'S CLUB 33 UFC QUE CHOISIR 34 UNIVERSITÉ SOCIALE	Collège Associations
--	----------------------

35 Mme APARICI 36 Mr BOUYER 37 Mr BRAULT 38 Mr CANEVET 39 Mme CARRÉ 40 Mme CHAKER 41 Mr CHEREAU 42 Mr DARRIS 43 Mme DÉROUARD 44 Mme DUVAL 45 Mme FALHUN 46 Mr FRAILLON 47 Mme GIQUEL 48 Mr GUEGAN 49 Mme GOSELIN 50 Mr GRÉMONT 51 Mme GROSSI 52 Mr HERVIEU 53 Mr LANCRY 54 Mr LARDOUX 55 Mr LE BERRE 56 Mr LE BRIGAND 57 Mme LE BRIS 58 Mr LE CUNFF 59 Mme LE DUC 60 Mr LE FALHER 61 Mr LE LANN 62 Mr LE MOING	Collège citoyens
---	------------------

63 Mme L'HYVER 64 Mme LEPEZ 65 Mr LUCAS 66 Mme MARBACH 67 Mr MEISEL 68 Mr SCHLOSSER 69 Mr STREGO 70 Mme TCHITEMBO 71 Mr TIRTIAUX 72 Mme VAYER 73 Mme VENTRE 74 Mme VIDECOQ	
---	--

### Milieux culturels

75 EESAB 76 JAIME RADIO	Collège entreprises et partenaires sociaux
----------------------------	--

	Collège Institutions, organismes publics et para-publics
--	--

77 LE RADIER 78 EMGLEV BRO AN ORIENT 79 SONAM 80 MUSEE SOUS MARIN DU PAYS DE LORIENT 81 SOCIÉTÉ LORIENTAISE DES BEAUX-ARTS	Collège Associations
--	----------------------

82 Mr MAIGNAN	Collège citoyen
---------------	-----------------

### Milieux éducatifs et de formation sportive

	Collège entreprises et partenaires sociaux
--	--

83 UNIVERSITÉ BRETAGNE SUD	Collège Institutions, organismes publics et para-publics
----------------------------	--

84 LES PETITS DÉBROUILLARDS 85 LORIENT GRAND LARGE	Collège associations
---	----------------------

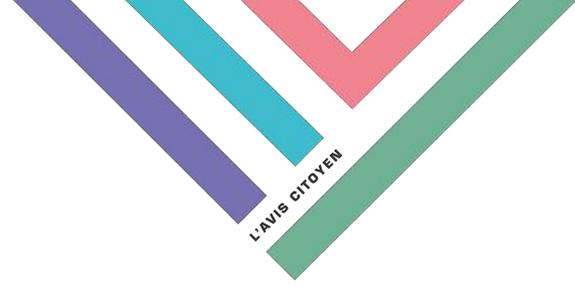
86 Mr PARIS	Collège citoyen
-------------	-----------------

### Milieux scientifiques

	Collège entreprises et partenaires sociaux
	Collège Institutions, organismes publics et para-publics
87 ESPACES DES SCIENCES / MAISON DE LA MER	Collège association
88 Mme GOURLAY 89 Mme PIMBERT 90 Mr VERGER	Collège citoyen

### Milieux environnementaux

	Collège entreprises et partenaires sociaux
91 ALOEN	Collège Institutions, organismes publics et para-publics
92 RESEAU COHERENCES 93 LOCATERRE 94 BRETAGNE ENERGIE CITOYENNE 95 EAU ET RIVIERES DE BRETAGNE	Collège Associations
96 Mr LE GOFF 97 Mme LE GUEN 98 Mme HAMON	Collège citoyen



LAVIS CITIZEN

## Conseil de Développement du Pays de Lorient

6, rue Alphonse Rio  
56100 Lorient  
contact@cdpl.bzh  
Tél : 02 97 76 72 08  
**Portable** : 07 84 15 59 96  
www.cdpl.bzh



## Conseil de Développement

---

Pays de Lorient